



RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

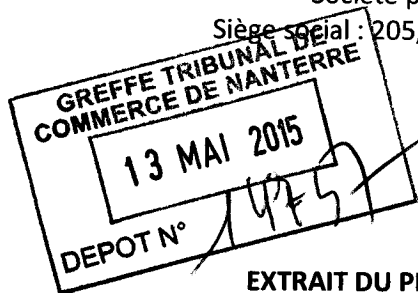
Numéro de gestion : 1998 B 03761
Numéro SIREN : 419 719 612
Nom ou dénomination : 17 JUIN MEDIA

Ce dépôt a été enregistré le 13/05/2015 sous le numéro de dépôt 14757

17 JUIN MEDIA

Société par actions simplifiée au capital de 152.000 euros
Siège social : 205, rue Jean-Jacques Rousseau – 92130 Issy les Moulineaux
419 719 612 RCS Nanterre

(ci-après, la « Société »)



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE
EN DATE DU 23 MARS 2015

POUR COPIE CERTIFIÉE
[Signature]

.../...

PREMIÈRE DÉCISION

(Examen et approbation de l'apport en nature par Madame Marina CARRERE D GLIKA au profit de la Société de 13.354 actions émises par PULSATIION pour un montant total de 3.500.083,40 euros et approbation de l'évaluation de la rémunération dudit apport au profit de la Société)

[Signature]
SARAH ZOUINEKH
Agent des Finances Publiques

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance :

- du Rapport du Président ;
- du Traité d'Apport aux termes duquel Madame Marina CARRERE D'ENCAUSSE et GLIKA, société par actions simplifiée au capital de 600.000 euros, dont le siège social est situé 3 rue de Téhéran, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 392 829 271 (ci-après, « GLIKA »), se sont engagés, sous réserve de la réalisation préalable des conditions suspensives qui y sont visées, à apporter à la Société 13.354 actions émises par PULSATIIONS, pour un montant total de 3.500.083,40 euros ; et
- du rapport du commissaire aux apports relatif à l'évaluation des apports d'actions PULSATIIONS par Madame Marina CARRERE D'ENCAUSSE et GLIKA à la Société, établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce ;

approuve purement et simplement l'Apport susvisé et, en particulier la valeur totale de cet apport et sa rémunération correspondant à :

- l'attribution à Madame Marina CARRERE D'ENCAUSSE et GLIKA de 3.350 actions ordinaires nouvelles de la Société d'une valeur nominale de 9,50 euros chacune, assorties d'une prime de 1.035 euros chacune, dans les conditions ci-après indiquées et réparties dans les proportions suivantes :
 - (i) Marina CARRERE D'ENCAUSSE recevra 1.675 actions ; et
 - (ii) GLIKA recevra 1.675 actions ;

- une soulte d'un montant de 1.008,40 euros répartie dans les proportions suivantes :
 - (i) Marina CARRERE D'ENCAUSSE recevra 504,20 euros ; et
 - (ii) GLIKA recevra 504,20 euros ;

étant précisé que les conditions suspensives visées dans le Traité d'Apport seront réalisées à compter de l'approbation par l'Associé Unique de la seconde décision visée ci-dessous.

En conséquence, l'Associé Unique approuve l'ensemble des stipulations du Traité d'Apport ainsi que l'évaluation de l'Apport qui y est prévue.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

DEUXIÈME DÉCISION

(Examen et approbation d'un projet d'augmentation de capital de la Société d'un montant nominal de 31.825 euros par émission de 3.350 actions ordinaires émises en rémunération de l'Apport)

En conséquence de l'adoption de la décision qui précède, l'Associé Unique, après avoir pris connaissance du Rapport du Président, constatant que le capital social de la Société est entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social de la Société pour un montant nominal de 31.825 euros, par émission de 3.350 actions ordinaires d'une valeur nominale de 9,50 euros chacune, assorties d'une prime d'émission globale de 3.467.250 euros, soit un montant total de 3.499.075 euros, intégralement attribuées à Madame Marina CARRERE D'ENCAUSSE et GLIKA en rémunération de l'Apport (outre la soulte) dans les proportions visées à la première décision ci-dessus.

Les actions ordinaires nouvellement créées par la Société, en rémunération de l'Apport (outre la soulte), sont entièrement libérées, portent jouissance à compter de ce jour et sont soumises à toutes les dispositions statutaires ainsi qu'aux décisions de l'Associé Unique de la Société.

Les actions ordinaires nouvelles sont entièrement assimilées aux actions anciennes, jouissent des mêmes droits et supportent les mêmes charges.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

TROISIÈME DÉCISION

(Modification corrélative des articles 6 (Apports) et 7 (Capital social) des statuts de la Société)

L'Associé Unique décide, en conséquence de l'adoption de la décision qui précède, de modifier les articles 6 (Apports) et 7 (Capital social) des statuts de la Société.

L'article 6 (Apports) sera désormais complété comme suit :

« Par décisions de l'associé unique en date du 23 mars 2015, le capital social a été augmenté d'un montant de 31.825 euros par émission de 3.350 actions, pour être ainsi porté de 152.000 euros à 183.825 euros. »

L'article 7 (Capital social) sera désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à 183.825 euros.

Il est divisé en 19.350 actions d'une seule catégorie d'une valeur nominale de 9,50 euros chacune. »

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

QUATRIÈME DÉCISION

***(Suppression de la procédure d'agrément prévue à l'article 10 (Cession des actions)
des statuts de la Société)***

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du Rapport du Président, décide la suppression de la procédure d'agrément prévue à l'article 10 (Cession des actions) des statuts de la Société.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

CINQUIÈME DÉCISION

***(Modification corrélative de l'article 10 (Cession des actions)
des statuts de la Société)***

L'Associé Unique décide, en conséquence de l'adoption de la décision qui précède, d'autoriser la modification de l'article 10 (Cession des actions) des statuts de la Société, qui sera désormais rédigé comme suit :

« Les cessions d'actions sont libres. »

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

SIXIÈME DÉCISION

(Modification de l'article 13 des statuts de la Société)

L'Associé Unique prend acte de la suppression du Comité d'échange de la société 17 JUIN DEVELOPPEMENT et, par voie de conséquence, décide de modifier l'article 13 des statuts de la Société afin de supprimer la procédure d'autorisation préalable par ledit Comité d'échange.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

SEPTIÈME DÉCISION

(Nomination d'un nouveau Président en remplacement du Président démissionnaire)

L'Associé Unique, après avoir rappelé que (i) dans le cadre d'une opération de reprise globale envisagée au sein du Groupe 17 JUIN et du changement de contrôle de la Société consécutif, 17 JUIN

DEVELOPPEMENT a fait part à la Société de sa décision de démissionner de ses fonctions de Président et (ii) que cette démission prendra effet postérieurement à l'opération de reprise susvisée, soit ce jour à 9h45,

décide de nommer, pour une durée indéterminée :

- HOLDING STEEVE (qui sera renommée 17 JUIN DEVELOPPEMENT ET PARTICIPATIONS ce jour), société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros dont le siège social est situé 17 avenue George V, 75008 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 809 708 266, représentée par Monsieur Christian Gerin, en qualité de représentant permanent.

La rémunération du Président sera fixée, le cas échéant, au cours d'une décision ultérieure.

HOLDING STEEVE a d'ores et déjà informé l'Associé Unique de son intention d'accepter les fonctions de Président de la Société et Monsieur Christian Gerin celles de représentant permanent, si celles-ci leur étaient confiées et ont déclaré qu'aucune incompatibilité ni interdiction ne les empêchait d'exercer lesdites fonctions.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

.../...

NEUVIÈME DÉCISION

(Pouvoirs en vue des formalités légales)

L'Associé Unique décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de procéder à toutes les formalités prescrites par la loi relativement à l'une ou plusieurs des décisions adoptées dans le présent acte.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

.../...

17 JUIN MEDIA

Société par actions simplifiée au capital de 183 825 €
Siège social : 205 Rue Jean-Jacques Rousseau - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
419 719 612 R.C.S. NANTERRE

STATUTS

(Mis à jour à la suite des décisions de l'associé unique du 23 mars 2015)



POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME

Article 1.- Forme

La Société 17 JUIN MEDIA, société anonyme, a adopté à l'unanimité, à compter du 1^{er} janvier 2002, la forme de société par actions simplifiée aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2001.

Cette société continue d'exister entre les propriétaires des actions précédemment créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement. Elle sera régie par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Article 2.- Objet

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

Principalement la production de programmes audiovisuels.

En outre :

la collecte, la mise en forme et la transmission en vue de leur vente, d'articles, informations, reportages, photographies et tous autres éléments d'informations sous quelque forme que ce soit, aux journaux, périodiques et aux services d'information de sociétés publiques ou privées de radio et de télévision, et généralement à tous supports ;

. la conception, la réalisation, la production et l'exploitation de tous concepts, idées, programmes, émissions dans le domaine de l'audiovisuel, ainsi que tous travaux d'étude, de conception et de réalisation dans les domaines relevant de la communication, l'audiovisuel, l'édition, la formation, ainsi que tous travaux de production et prestations de services de services audiovisuels notamment de post-production s'y rattachant ;

. l'achat et la vente de tous articles, matériels, produits ou matières relatives à l'objet ci-dessus désigné ;

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

. la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;

. la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;

. la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Article 3.- Dénomination

La dénomination de la Société demeure : **17 JUIN MEDIA.**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège

Le siège social demeure fixé à **ISSY-LES-MOULINEAUX (92130) 205 Rue Jean-Jacques Rousseau.**

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Président.

Si la société vient à ne comporter qu'un seul actionnaire, la décision de transfert est prise par l'actionnaire unique.

Article 5 – Durée

La durée de la société qui a pris cours le 28 juillet 1998 n'est pas modifiée. Elle expirera donc le 27 juillet 2097, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par décision collective des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique.

Article 6 – Apports

Il a été apporté à la Société :

. Lors de sa constitution :

- des sommes en numéraire pour

1 000 000 de F

. Aux termes d'une délibération en date du 31 décembre 2001, l'assemblée générale des actionnaires a décidé de convertir en euros le capital social qui s'élevait à 1 000 000 de francs et a procédé à une réduction de capital de 449,02 €.

Par décisions de l'associé unique en date du 23 mars 2015, le capital social a été augmenté d'un montant de 31.825 euros par émission de 3.350 actions, pour être ainsi porté de 152.000 euros à 183.825 euros.

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à 183.825 euros.

Il est divisé en 19.350 actions d'une seule catégorie d'une valeur nominale de 9,50 euros chacune.

Article 8. - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'assemblée des actionnaires statuant dans les conditions de l'article 18 ci-après.

L'assemblée peut également déléguer au président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières quelles qu'elles soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 9. - Forme des actions.

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 10. - Cession des actions.

Les cessions d'actions sont libres.

Article 11. - Exclusion

1. L'actionnaire dont le contrôle est modifié au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit, dès cette modification, en informer le président de la société.

L'exercice des droits non pécuniaires de cet actionnaire est de plein droit suspendu à dater de la modification.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le président consulte les actionnaires, en assemblée, sur les conséquences à tirer de cette modification. A la majorité des deux tiers des autres actionnaires, l'assemblée agréée la modification ou impartit à l'intéressé un délai d'un mois pour régulariser sa situation. A défaut de régularisation dans le délai imparti, l'intéressé est exclu de la société. Ses actions sont rachetées par les actionnaires ou la société ou un tiers agréé à la majorité des deux tiers des autres actionnaires. A défaut d'accord, le prix des actions est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

2. Lorsqu'un actionnaire ne respecte pas les dispositions statutaires ou contrevient gravement à l'esprit et aux objectifs définis dans le préambule ci-dessus, et après avoir été invité à présenter sa défense par lui-même ou par mandataire, il peut être exclu de la société par décision de l'assemblée statuant à la majorité des deux tiers des autres actionnaires.

L'actionnaire menacé d'exclusion en est informé par le président, par lettre recommandée AR, contenant indication des motifs de l'exclusion projetée, appuyés de tous justificatifs.

La réunion des actionnaires appelés à se prononcer sur l'exclusion ne peut intervenir qu'après un délai minimum de trente jours après la notification des griefs, la convocation des actionnaires à cette réunion devant être accompagnée de toutes pièces justificatives, en demande comme en défense.

Si l'exclusion est prononcée, les actions sont rachetées dans les conditions prévues au 1 ci-dessus

Article 12. - Droits et obligations attachés aux actions.

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-proprétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 13. - Président

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est fixée par les actionnaires lors de sa nomination.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par les actionnaires. Le président remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Pendant la durée de son mandat, le président ne peut être révoqué qu'à l'unanimité des actionnaires. La révocation doit être motivée ; elle ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Article 14. - Directeur général

Sur la proposition du président, les actionnaires, à la majorité des deux tiers, peuvent nommer un ou plusieurs directeurs généraux personnes physiques ou morales.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les actionnaires en accord avec le président.

Le directeur général est révocable à tout moment par le président.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Les pouvoirs du directeur général sont fixés par les actionnaires lors de sa nomination.

Article 15. - Rémunération du président et du directeur général.

La rémunération du président et du directeur général est fixée par les actionnaires à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Article 16. - Conventions entre la société et les dirigeants

Le président et les dirigeants doivent aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

2. Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

Article 17. - Décisions des actionnaires

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication - vidéo, télex, fax, *etc.* - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

2. Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, ainsi que l'exclusion d'un actionnaire et la transformation de la société.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant plus du tiers du capital social.

3. L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'actionnaire ou un des actionnaires demandeurs.

Elle est réunie en tout lieu fixé dans l'avis de convocation.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour ; y sont joints tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président. L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

L'assemblée ne délibère valablement que si la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de huit jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans un délai de quinze jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

5. Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

6. Le commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les actionnaires.

Article 18. - Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation et l'exclusion d'un associé.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Par exception, l'exclusion d'un actionnaire ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers de tous les autres actionnaires.

En outre, les clauses relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'agrément des cessions d'actions ou à l'exclusion d'un actionnaire ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des actionnaires.

Article 19. - Décisions ordinaires.

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

Article 20. - Information des actionnaires

1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.

2. Tout actionnaire peut demander que lui soient communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

Article 21. - Exercice social.

Chaque exercice social commence le 1^{er} Août de chaque année et se termine le 31 Juillet de l'année suivante.

Article 22. - Comptes annuels.

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 23. - Résultats sociaux.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 24. – Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes et suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des actionnaires.

Article 25. - Liquidation.

La liquidation de la société est effectuée conformément au Code de commerce et aux décrets pris pour l'application de l'ancienne loi du 24 juillet 1966.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 26. - Contestations.

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, sont soumises à arbitrage.

A défaut d'entente sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties aura à nommer, dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée AR par la partie la plus diligente à l'autre, un arbitre. Si les deux arbitres ainsi désignés ne pouvaient se mettre d'accord dans un délai de quinze jours, sur le choix d'un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de trois mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué. Les arbitres statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

L'arbitrage aura lieu à Paris, et sera conduit en langue française.

Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que le tribunal arbitral fixera souverainement.
